

L'action en réparation du dommage



Quel que soit le fondement de responsabilité retenu, une fois les conditions de recevabilité de l'action réunies, encore faut-il déterminer **qui** pourra agir, contre qui et dans quel **délai**.



L'action en réparation du dommage

La question du délai de l'action en responsabilité revient à étudier les règles de la **prescription**. Avant cela, il convient de déterminer à **qui** l'action en responsabilité est ouverte.

Les titulaires de l'action

L'action en réparation est ouverte à la victime **directe** comme **indirecte** du dommage. La jurisprudence reconnaît aussi un droit d'agir aux **héritiers** de la victime décédée.

L'action de la victime directe du dommage ne soulève pas de difficultés. L'action de la victime indirecte ou des héritiers nécessite toutefois quelques précisions.

La victime indirecte

En tant que proche de la victime directe, on peut aussi être victime du dommage sans pour autant l'avoir subi directement. On parle de victime par **ricochet**. Celle-ci dispose d'un droit propre à la réparation de son préjudice, indépendamment de la réparation due à la victime directe. ex : préjudice d'affection (chagrin dû à la perte d'un proche), psychologique (dépression), ou encore économique (baisse des revenus du ménage).





Les héritiers

L'héritier de la victime (à condition d'avoir accepté la succession) peut réclamer au responsable la réparation des préjudices subis par la victime avant son décès.

- Il pourra tenter une action au titre des préjudices **matériels** (frais médicaux, perte de revenus, etc) puisque ces biens étaient censés passer dans le patrimoine de l'héritier.
- L'héritier peut même faire valoir, en tant que continuateur de la personne du défunt, le préjudice **moral** subi par ce dernier, du fait des souffrances qu'il a endurées avant de décéder (à condition que la victime décédée ait eu conscience de sa mort imminente).
- Le dommage **corporel** ne pourra toutefois être réparé, car il s'agit d'un droit personnel qui ne se transmet pas, sauf si la victime décédée avait déjà intenté une action avant sa mort.



Les règles de la prescription

Après avoir déterminé le délai dans lequel l'action pourra être intentée, encore faut-il connaître le point de départ de ce délai.

Le délai de prescription

Le délai de prescription de **droit commun** en matière délictuelle est de **5 ans** (art. 2224 C. civ.).

Par dérogation, un délai spécial de **10 ans** est prévu en matière de **dommage corporel**.

L'action en responsabilité du fait des **produits défectueux** fait également l'objet d'une réglementation particulière en matière de prescription (art. 1245-15 et 1245-16 C. civ.).

Le point de départ du délai

- Le point de départ du délai de prescription de **droit commun** se situe au jour de la réalisation du dommage, ou, si la victime n'en a pas eu connaissance immédiatement, au jour où il lui est révélé (ex : des problèmes de dos qui apparaîtraient plusieurs années après une chute) (art. 2224 C. civ.).
- Par dérogation, en matière de **dommage corporel**, le délai de prescription de 10 ans commence à courir à compter du jour de la consolidation du dommage, c'est-à-dire au jour où le dommage est devenu définitif (en cas d'aggravation de l'état de santé notamment) (art. 2226 C. civ.)

Si la victime était **mineure** au moment des faits, le délai de prescription commence à courir au jour de sa majorité.

